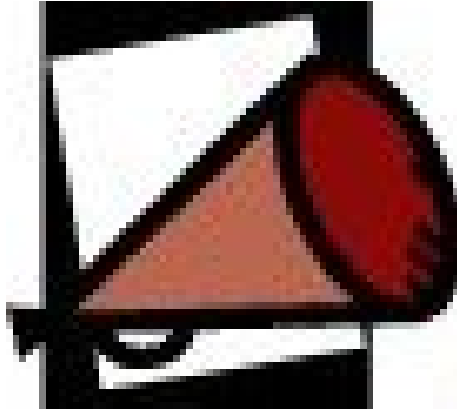


<https://www.pressegauche.org/Environnement-Quelle-transition-juste>



# Environnement. Quelle « transition juste » ?

- Société - Mouvement environnementaliste -



Date de mise en ligne : mardi 10 septembre 2019

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**L'idée d'une « transition juste » apparaît partout aujourd'hui, notamment dans le préambule de l'Accord de Paris sur le climat de 2015, qui fait référence à la nécessité de « tenir compte des impératifs d'une transition juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national » [1].**

Tiré de [À l'encontre](#).

La transition juste est d'abord apparue comme un principe directeur du mouvement syndical dans les années 1970-1990 sous la direction de Tony Mazzocchi au sein de l'Union internationale des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'énergie nucléaire (OCAW- Oil Chemical and Atomic Workers International Union) qui a été à l'origine de la création du mouvement syndical et environnemental.

Tony Mazzocchi a cherché à contourner le « chantage à l'emploi » dans lequel on disait constamment aux travailleurs que s'ils soutenaient des mesures environnementales, ils perdraient leur emploi. En réponse, il a contribué à populariser la notion de transition juste et a proposé un « Super fonds - Superfund - pour les travailleurs ». Cette mesure visait à indemniser les travailleurs pour les coûts de la transition environnementale, en offrant un soutien financier et des possibilités d'études supérieures aux travailleurs « déplacés ». Selon les termes de Mazzocchi : « Il y a un Super fonds pour les zones contaminées. Il devrait y en avoir un pour les travailleurs. » Pourtant, tous les efforts pour créer un Super fonds pour les travailleurs (par opposition au Super fonds pour les entreprises) ont été bloqués à tout moment par les intérêts capitalistes dominants [2].

### Emplois et environnement

La cause syndicale-environnementale et l'idée d'une transition juste devaient être défendues au début des années 1990, principalement par le United Steel Workers (USW) . L'énoncé de politique environnementale de l'USW, adopté en août 1990 sous le titre « Le monde de nos enfants : les métaux et l'environnement », déclarait que « nous croyons que la plus grande menace pour l'avenir de nos enfants pourrait être la destruction de leur environnement ». Les êtres humains avaient maintenant « le pouvoir de modifier notre environnement de manière irréversible ». Au sujet du réchauffement climatique (réchauffement planétaire), le rapport déclarait :

« La combustion de combustibles fossiles comme le pétrole et le charbon génère des milliards de tonnes de dioxyde de carbone chaque année. Ce gaz et d'autres emprisonnent la chaleur dans l'atmosphère. Le réchauffement planétaire qui en résultera pourrait faire fondre les calottes glaciaires, inonder nos villes côtières et transformer d'immenses zones agricoles en déserts. Le problème est aggravé par la destruction généralisée de nos forêts, qui contribuent à absorber l'excès de dioxyde de carbone. La perte de forêts et d'autres habitats menace de disparition de nombreuses espèces de plantes et d'animaux. Même nos océans sont menacés par le ruissellement toxique, les déversements d'hydrocarbures et le déversement de déchets en mer. Ensemble, ces problèmes peuvent menacer la capacité ultime de nos ressources à soutenir la civilisation... Nous croyons que la plus grande menace pour l'avenir de nos enfants réside peut-être dans la destruction de leur environnement. » [3]

Dans son observation peut-être la plus mémorable sur la nature de la transition juste, le rapport de 1990 de l'USW ajoutait : « A long terme, le véritable choix n'est pas l'emploi ou l'environnement. Ce sont les deux ou aucun des deux. » [4]

Se rapportant à son document original « L'avenir de nos enfants » l'USW a fait remarquer dans son rapport environnemental de 2006, « Protégeons le monde de nos enfants » : « Notre rapport original identifiait le réchauffement climatique comme le problème environnemental le plus important de notre vie et mettait en garde contre le risque de ne rien faire. » [5] Les principaux ennemis, a souligné l'USW [syndicat des métallos], étaient les multinationales.

Le concept de transition juste s'est répandu dans le monde entier au cours du siècle actuel et a été adopté par la Confédération syndicale internationale (CSI-ITUC), tout en recevant également le soutien de l'Organisation internationale du travail. Pour la CSI, la transition juste pourrait être conçue comme un « outil que le mouvement syndical partage avec la communauté internationale, visant à faciliter la transition vers une société plus durable et à donner de l'espoir pour la capacité d'une économie verte d'assurer des emplois décents et des moyens de subsistance pour tous » [6]. Plus important encore, la CSI estime qu'il est nécessaire de faire face aux réalités découlant des inégalités environnementales mondiales qui se reflètent entre les pays développés, à forte intensité de production de carbone, et les pays en développement, à faibles émissions de carbone, très vulnérables aux changements climatiques [7]. Aucune solution n'est possible sans reconnaître les différences dans la façon dont les masses laborieuses sont insérées à l'échelle mondiale face au changement climatique et aux besoins énergétiques.

### Green New Deal ?

Le concept de transition juste, quant à lui, s'est répandu bien au-delà du monde du travail et est considéré aujourd'hui comme englobant également les questions des droits des populations indigènes et de la justice environnementale. Pour l'Indigenous Environmental Network, basé principalement aux Etats-Unis, une transition juste doit faire face à « un héritage d'exploitation, d'écocide, d'injustice environnementale, énergétique, climatique et économique ». Elle doit donc englober « la reconnaissance des droits des peuples indigènes et des droits de la Terre nourricière » (Mother Earth). De plus, « une transition juste exige le rejet de tous les mécanismes fondés sur le marché qui permettent la quantification et la marchandisation des ressources naturelles et des processus de notre Terre nourricière, rebaptisés "services écosystémiques", échange de droits d'émission de CO2, compensations de carbone, compensations de conservation et de biodiversité, et financiarisation de la nature » [8]. La Climate Justice Alliance souligne quant à elle que la transition juste doit traiter les injustices environnementales, comme le racisme environnemental, profondément ancrées dans la société actuelle [9].

La principale proposition actuelle pour un Green New Deal - associée à Alexandria Ocasio-Cortez, socialiste démocratique [membre du Parti démocrate] - comprend la reconnaissance de la nécessité d'une transition juste, c'est-à-dire la reconnaissance des besoins des travailleurs, des peuples indigènes et du mouvement de justice environnementale. Mais ce sont précisément les notions plus radicales d'une transition juste qui sont attaquées et qui risquent le plus d'être négociées, dès le début, dans les tentatives d'intégrer le #GreenNewDeal dans la société capitaliste. C'est pour cette raison que l'association Science pour le Peuple (Science for the People), nouvellement réapparue, a lancé sa « Peoples'New Deal Campaign », visant à souligner l'idée que rien ne peut être accompli sans une lutte qui intègre les exigences des travailleurs, des personnes de couleur, des populations indigènes, des femmes, des LGBTQ et des populations du Sud. En outre, cela doit commencer par l'opposition au militarisme et à l'impérialisme. Cela signifie aussi le rejet des solutions « éco-techno » telles que l'énergie nucléaire, la géo-ingénierie et d'autres « alternatives » trompeuses et destructrices [10].

### Changement de système

Pourtant, c'est précisément lorsque l'appel à une transition juste s'universalisera, en tenant compte des besoins des populations à l'échelle mondiale, des générations futures et de la diversité de la vie sur terre même, qu'il deviendra évident qu'une telle transition est impossible sous le capitalisme. En effet, elle représente la négation concrète du capitalisme. Ici, le message du mouvement écosocialiste, incarné par des organisations comme System Change Not

Climate aux Etats-Unis, est indispensable [11]. Une transition juste, si elle doit être plus que des mots, exige un tout autre mode de production, qui n'est plus basé sur la logique de « Accumulez, accumulez ! C'est Moïse et les prophètes ! » [12].

Une transition juste est donc nécessairement entrelacée avec la lutte de classe, tout en se recoupant avec les luttes pour la reproduction sociale, contre le capitalisme racial, le militarisme et l'impérialisme, qui remettent toutes en question les fondements mêmes du capitalisme. Si nous voulons sauver le monde de nos enfants, nous devons être plus révolutionnaires que jamais dans l'histoire de l'humanité, en orientant nos efforts vers le développement humain durable, c'est-à-dire le socialisme complet, qui englobe les besoins de toute la chaîne des générations humaines, ainsi que la protection de la terre elle-même. En fin de compte, il ne peut y avoir d'autre sens à une transition juste. (Article publié sur le site Rebel. The socialist Website ; traduction rédaction A l'Encontre)

John Bellamy Foster est professeur de sociologie à l'Université de l'Oregon et éditeur de la Monthly Review.

### Notes

[1] Accord de Paris (2015) - texte sur site de la Confédération (CH).

[2] Samantha Harvey, « Leave No Worker Behind », Earth Island Journal (Summer 2018) ; Jeremy Brecher, « A Superfund for Workers », in Dollars&Sense (novembre-décembre 2018).

[3] United Steel Workers Environmental Task Force, Our Children's World (automne 1990), reproduit dans New Solutions : A Journal of Environmental and Occupational Policy 2, no 2 (1992), cité dans United Steel Workers, Securing Our Children's World (2006), 4, 9.

[4] United Steel Workers, Our Children's World, cité dans David Foster, « BlueGreen Alliance », International Journal of Labour Research 2, no 2 (2010) : 234.

[5] United Steel Workers, Securing our Children's Future, 5

[6] International Trade Union Cofederation, A Just Transition : A Fair Pathway to Protect the Planet (2009), cité dans Anabella Rosemberg, « Building a Just Transition », International Journal of Labour Research 2, no 2 (2010) : 141.

[7] Rosemberg, « Building a Just Transition », 145-48.

[8] Indigenous Environmental Network, « « Indigenous Principles of a Just Transition », consulté le 20 juin 2019.

[9] Climate Justice Alliance, « Just Transition », consulté le 20 juin 2019.

[10] Zach Zill, « Nine Ways Scientists Can Support a People's Green New Deal », Science for the People 22, no 1 (printemps 2019).

[11] Voir <https://systemchangenotclimatechange.org>

[12] Karl Marx, Capital, Livre 1, huitième section.